

## **Le décloisonnement relatif de l'espace contestataire Les réseaux sociaux comme levier des mobilisation en Tunisie**

Moustafa Benberrah  
Université de renne-1

### **Introduction**

Les TIC ont modifié de manière significative les pratiques d'échange, de production et d'apprentissage. Leur maîtrise est devenue un facteur essentiel de la croissance économique et de l'insertion dans le système international. À l'instar de nombreux autres pays, la Tunisie s'est engagée depuis la fin des années quatre-vingt-dix dans une politique d'ouverture à ces nouvelles technologies. Leur introduction a représenté une alternative aux médias classiques dont le caractère subjectif et pro-gouvernemental a souvent été dénoncé. Ainsi, ont-elles tout d'abord satisfait un vif besoin d'information auquel les médias nationaux ne répondaient pas. Ces outils de communication suscitent l'admiration des populations arabomusulmanes depuis plus de deux siècles. Produits occidentaux, ils sont associés au développement et à une ouverture sur le monde. Dès lors, nous nous attacherons à analyser le rôle d'Internet dans la fabrication d'un espace numérique. Ce dernier s'est transformé en une arène d'expression et d'affirmation de soi pour de multiples protagonistes, notamment pour le mouvement islamiste Ennahdha.

Nous allons aborder l'émergence d'une sphère alternative et le développement d'un espace délibératif sur le plan numérique. Nous verrons par la suite comment l'évolution de ce dernier a conduit les acteurs publics et privés à accorder de plus en plus d'importance à Internet pendant cette période de transition. L'usage du web au cours des élections du mois d'octobre 2011 illustre parfaitement cette tendance.

### **1- L'alternative d'un espace virtuel**

Dans le contexte autoritaire caractérisé par un contrôle absolu des médias traditionnels (chaînes de télévision, radio et presse écrite), Internet a constitué un espace alternatif facilitant la circulation de l'information. Par ailleurs, il a participé à la coordination de mobilisations contestataires et par conséquent à l'émergence d'un nouvel espace public. Cet environnement est discursif, critique et

soumis à un idéal de publicité<sup>(1)</sup>. Michel Camau et Vincent Geisser évoquent à cet égard un « *espace [protostataire] multi-organisationnel plus ou moins autonome [...] où les identités politiques, partisans et associatives ne sont jamais clairement tranchées et sont même parfois interchangeables* »<sup>(2)</sup>. Cette définition demeure applicable à l'étude de ce cadre protostataire auquel la toile confère des caractéristiques bien spécifiques.

Ce nouvel espace est structuré en Tunisie par plusieurs éléments. Tout d'abord, nous avons assisté depuis le début des années deux mille à l'émergence de sites et de plates-formes – qui affirment leur indépendance – fondateurs de ce cyberspace. Ainsi Zouhair Yahyaoui, concepteur de *Tunezine*, présentait son site comme « *indépendant de tout organe gouvernemental, de toute entité économique, de toute tendance politique ou croyance religieuse. [...] Tunezine est en fin de compte pitoyablement censuré, depuis sa création [...] mais les voies du netoyen*<sup>(3)</sup> *tunisien sont interminables* » (sic.)<sup>(4)</sup>. Émerge en conséquence une génération qui ne s'identifie à aucun parti issu de l'opposition classique et qui affiche ses positions sur le web.

Cette démarcation est revendiquée dans les différents commentaires et articles publiés sur les blogs. On note par exemple qu' « *Il faut rester indépendants tant que l'on reprochera aux partis et à leur[s] dirigeant[s] de faire de la politique politicienne. Si nous soumettons quelque chose, il faut le faire pour tous les partis et les inviter à réagir dans une tribune ouverte* »<sup>(5)</sup>. Ensuite, il faut souligner l'hétérogénéité de cette communauté agissant sur le web. Cette variable reste importante pour comprendre les divers conflits entre ces acteurs et les différentes stratégies mises en œuvre afin de se donner toujours plus de visibilité au sein de la blogosphère. L'opposition est souvent assimilée au régime. Ceci inclut Ennahdha dont les internautes reprochaient une opposition cliente soutenant le pouvoir et entretenant des liens étroits avec lui. La contestation indépendante composée d'associations et de partis marginalisés était également critiquée. Cette mise en cause et la peur des représailles qu'expriment les partis politiques et syndicats ont conduit à la présence limitée ou masquée de ces acteurs. Elles ont aussi suscité un langage moins virulent envers le régime.

Enfin, une démarcation linguistique s'ajoute à l'idéologique. En effet, les internautes privilégient au sein de ces espaces d'expression en ligne, un langage informel, satirique, et comme Takriz se définissait *0 % langue de bois*. Céline Braun décrit « *le contraste fort entre un langage informel utilisé par les internautes et le style des élites des partis ou des comités de défense des droits de l'Homme* »<sup>(6)</sup>. Elle va en l'occurrence jusqu'à qualifier des sites tels que Takriz d'*anti-parti*. Par conséquent, voyons comment dans cette multitude d'acteurs, de buts, et de stratégies, Ennahdha a su canaliser les critiques des internautes, tout en restant relativement en retrait pour éviter la riposte du régime.

Pour appréhender la formation de ce cadre alternatif, référons-nous à la notion de *sphère de contre-public*<sup>(7)</sup> (*counterpublic*) proposée par Nancy Fraser à travers laquelle elle revisite le concept d'*espace public* de Jürgen Habermas<sup>(8)</sup>. Dans son étude, ce dernier distingue sphère privée – famille, domaine d'échanges de marchandises – et sphère publique caractérisée par sa dimension politique qui renvoie au rôle de médiateur entre la société et l'État. Celle-ci est perçue comme « *la sphère des personnes privées rassemblées en un public* »<sup>(9)</sup>. Par ailleurs, elle est « *réglementée par l'autorité, mais directement contre le pouvoir lui-même afin d'être en mesure de discuter avec lui les règles générale de l'échange, le terrain de l'échange des marchandises et du travail social* »<sup>(10)</sup>. Elle a donc pour fonction de discuter avec le gouvernement et de lui demander des comptes. De plus, Habermas évoque une sphère publique littéraire décrite comme *opinion publique apolitique* ou des *habitués* discuteraient de culture dans des espaces publics (cafés, salons, etc.)<sup>(11)</sup>. Cette conception nous conduit à traiter des mécanismes de discussion et de contestation qui se développent grâce à Internet.

En outre, il faut souligner plusieurs limites à la notion d'espace public utilisée sur le web tunisien. La censure, l'absence d'une opposition effective, la difficulté d'accès aux sites contestataires et l'élitisme qui caractérisent cet environnement représentent autant d'éléments qui contribuent à marginaliser les internautes tunisiens. De ce fait, pouvons-nous parler d'une arène publique composée des sites contestataires tunisiens ? Est-elle formée principalement d'une

diaspora ayant un accès plus facile aux ressources numériques et jouissant d'une liberté accrue par rapport aux Tunisiens autochtones ? Ces interrogations posent le problème de la représentativité dont l'élitisme et la ségrégation de la femme caractérisant le webactivisme tunisien constituent des exemples concrets.

L'anonymat demeure une difficulté supplémentaire. En effet, les internautes qui ont choisi ce mode d'expression pour se protéger limitent d'autant la sphère dans laquelle ils agissent. Par conséquent, ils ne peuvent s'exprimer à l'extérieur de celle-ci au risque d'exposer leur vraie identité, ce qui remet en cause la notion même de *public*. Le *cyberspace* peut-il être appréhendé comme un espace public alors qu'il ne regroupe qu'une minorité composée justement de *privés* ? Mark Poster relève ce problème en s'intéressant à la question du gouvernement dans cet espace<sup>(12)</sup>. Il estime qu'avec Internet, le temps de la sphère publique comme sphère de discussion en face-à-face est révolu<sup>(13)</sup>. Cette évolution serait dûe à l'absence de ces face-à-face et des discours publics. La conception habermassienne de la sphère publique n'est donc pas applicable à Internet. Néanmoins, Rita Felski considère que « *certaines formes de collectivité d'identités et de solidarités restent une condition préalable nécessaire à l'émergence d'un mouvement d'opposition effectif* »<sup>(14)</sup>. Ceci revient à considérer le web comme un « *moyen potentiel d'action politique* »<sup>(15)</sup>. La contestation sur le web est étudiée compte tenu de l'impact des sites et leur capacité à mobiliser les internautes tunisiens. Ce modèle habermassien de séparation n'est plus applicable aujourd'hui car, il existe une interpénétration entre l'État et la société : celle-ci ayant donné naissance à la notion de *sphère sociale* et d'*État social*. De fait, l'État agit sur tous les aspects de la vie privée dans le cadre de cette sphère intermédiaire<sup>(16)</sup>.

Fraser désigne par *contre-publics* ceux qui ont « *contesté les normes exclusives du public bourgeois [...], élaborant de nouveaux styles de comportements politiques et de nouvelles normes de discours public* »<sup>(17)</sup>. Ces publics alternatifs sont aussi appelés *contre-publics subalternes* car ils forment des arènes discursives et parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent des contre-discours<sup>(18)</sup>. Cette position leur permet de fournir leur propre interprétation de leurs identités, de leurs intérêts et de leurs

besoins. Nous comprenons dans ce sens les revendications des cyberdissidents souhaitant former un public alternatif, tout en développant un langage spécifique.

La remise en question de l'opposition classique reste plus rare aujourd'hui. Nancy Fraser évoque le caractère dual de ces contre-publics. D'une part, « *ils fonctionnent comme des espaces de repli et de regroupement* », et d'autre part, « *ils fonctionnent aussi comme des bases et des terrains d'essais pour des activités d'agitation dirigées vers des publics plus larges* »<sup>(19)</sup>. En ce sens, on constate que cette notion constitue une clef pour comprendre l'activité des partisans d'Ennahdha qui ont adopté une stratégie originale afin d'infiltrer cet environnement. En adoptant des identités anonymes et en évitant d'afficher leur militantisme, ils ont pu interagir avec les divers acteurs de cet espace nouveau. Ces protagonistes ont profité des divergences qui caractérisent cette communauté virtuelle pour canaliser et contrôler les critiques à l'égard du mouvement. Ainsi, ces activistes évoquent-ils l'idée que certains internautes qui critiquent l'élitisme appartiennent à une élite généralement aisée, qui est reliée à Internet de leur domicile. Ils restent des étudiants politisés, résidant le plus souvent en ville, dans la capitale Tunis ou encore dans des pays développés<sup>(20)</sup>. Ce que confirme Peter Dahlgren pour qui « *le profil sociologique des usagers du Net est à ce jour bien délimité : il se caractérise par un biais important en faveur d'hommes jeunes, riches et dotés d'un fort capital culturel* »<sup>(21)</sup>. Cette fracture numérique nuance l'approche de cet espace alternatif comme étant un espace populaire. En fait, nous avons affaire à un espace public similaire à l'espace public bourgeois du XVIII<sup>e</sup> siècle décrit par Habermas.

De ce point de vue, soulignons la bonne contribution des chaînes satellitaires dans l'affaiblissement du monopole de l'État sur l'information. Ce processus passe par une accessibilité accrue au plus grand nombre et un usage plus simple que celui d'Internet, ce qui explique les résultats des élections d'octobre 2011 qui ont favorisé Ennahdha, malgré les critiques virulentes formulées à son encontre sur les différents sites et forums. De la même façon, nous comprenons mieux la présence limitée sur le web et le fait de favoriser des arènes d'activisme relevant de l'espace public classique plutôt que virtuel.

Arlette Farge rejoint Nancy Fraser dans son analyse de l'espace public de la France du XVIII<sup>e</sup> siècle. De nombreuses caractéristiques de l'espace populaire décrites par Farge se retrouvent effectivement sur Internet. L'auteur met l'accent sur le développement d'une parole du peuple crainte par des autorités. Le besoin de s'informer est devenu vital pour le peuple : La cité se veut un « *espace d'information où les habitants s'organisent [gazettes, nouvelles à la main, placards, caricatures sur les murs...] pour mieux savoir, pour défaire le secret tenu par le roi et la monarchie. La curiosité publique [est] un acte qui fait entrer chacun en politique* »<sup>(22)</sup>. Elle évoque le caractère multiforme de cette parole du peuple, et note son importance croissante dans le débat public<sup>(23)</sup> au point « *que l'opinion populaire, habituellement disqualifiée politiquement, [devient] un discours au sens politique évident* »<sup>(24)</sup>. Cependant, l'historienne note que cet espace public ne recouvre pas entièrement les critères de rationalité et de légitimité de l'espace public de la bourgeoisie. Elle précise ainsi que « *chacun s'autorise à dire et à penser ; dans cette permission que chacun se donne à lui-même [...] s'invente, non pas tant de nouvelles formes de subversion, qu'un affinement des capacités cognitives et réflexives. L'originalité tient plus aux formes prises par la discussion et la critique qu'au contenu même de cette critique* »<sup>(25)</sup>.

Ces considérations valent tout autant aujourd'hui pour rendre compte du caractère multiforme des réseaux sociaux. La multiplication des blogs et autres canaux d'expression numérique tels que Facebook et *Twitter* viennent renforcer cette impression de dispersion que laisse en Tunisie l'espace virtuel. Se révèle donc l'existence d'un ensemble d'acteurs hétérogènes, de blogs, de moyens d'expressions différents (langue : français, anglais ; arabe classique et dialectal, l'humour, la satire, la caricature, la confrontation, la nuance, les commentaires, etc.) qui représente un milieu critique<sup>(26)</sup>.

Nous observons la mutation d'une protestation globale aussi bien sur Internet que dans la rue. Autrement dit, ceci remet en cause la conception habermassienne de la sphère publique. En effet, sa définition comme sphère de débats et d'échanges organisée en fonction de l'usage de la raison publique et du rapport organique avec l'État national s'applique aux sociétés évoluant entre le XVII<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècles, mais ne permet pas d'appréhender les nouvelles dynamiques et les nouvelles normes à l'œuvre actuellement. À cet

égard, Fraser évoque une sphère publique transnationale qui concurrencerait la sphère publique nationale. L'impact des TIC dans l'émergence d'arènes discursives qui transcendent les frontières de l'État-nation constitue en l'occurrence un élément clé.

Le web tunisien est devenu un espace de reformation du lien social qui ne se tisse pas seulement dans le cyberspace. Il se retrouve également dans les sphères de connexion publiques (publinets) à travers les dialogues et les discussions entre usagers. Ces cadres populaires représentent un véritable lieu de communication et d'accès à l'information et au savoir<sup>(27)</sup>.

Les usagers réguliers de ces espaces viennent habituellement en groupe, entretiennent des contacts avec les responsables et avec les autres usagers avec lesquels ils nouent des relations de convivialité et de solidarité. En l'espèce, Pierre Lévy met l'accent sur la dimension relationnelle du savoir comme « *un savoir-vivre indissociable de la construction et de l'habitation du monde* »<sup>(28)</sup>.

En effet, des interactions entre personnes qui échangent savoirs et compétences dans un environnement convivial se développent. Cette convivialité renvoie à l'analyse que Pierre Lévy a élaboré sur le lien social comme étant le véritable moteur de l'intelligence collective<sup>(29)</sup>.

Il est particulièrement intéressant de relever cette évolution qui va à l'encontre des thèses insistant sur l'isolement social ou les pratiques individualistes présentes sur Internet. Il existe une interaction entre le niveau local et global des échanges, mais également entre le web et la rue ce qui le distingue des autres lieux où se développe cette convivialité sociale, tels que les cafés, hammams, bibliothèques, etc.

Cette reconstruction du rapport social est due à la nature des publinets, mais aussi à celle d'Internet dont la structure favorise la convivialité. L'habitus d'oralité tunisienne dans sa dimension arabomusulmane s'ajoute aux contraintes matérielles et techniques<sup>(30)</sup>. De plus, l'accès au savoir et à cette ressource est négocié avec les gérants. Enfin, venir à deux constitue un moyen de partager le coût de la connexion et de contourner la contrainte économique. Ces pratiques

nous permettent de souligner l'importance des représentations collectives et individuelles concernant l'usage du web en Tunisie.

Internet a participé à la formation d'un espace public alternatif qui dispose de vertus délibératives propres. Ces caractéristiques ont conduit les différents acteurs publics et privés à lui accorder une centralité dans la transition démocratique du pays. Par conséquent, La période électorale du mois d'octobre 2011 a vu se multiplier les supports numériques pour faciliter la participation des Tunisiens à la vie politique.

### **1- L'évolution normative d'une démocratie en ligne**

Le rôle joué par les TIC dans la révolution tunisienne a incité les intervenants de la scène sociopolitique à leur accorder une place privilégiée dans la transition démocratique du pays. Contrôler ces arènes, est alors devenu un enjeu politique à part entière. De nouvelles formes de débats publics évoluent, dépassant le cadre traditionnel. De nouveaux protagonistes et institutions interagissent dans le but de canaliser et d'orienter cette production. Dans ce schéma, Internet est considéré comme un lieu de publicisation de la parole publique caractérisé par des formes originales d'expression. Elle représente aussi un lieu d'expérimentation de pratiques médiatiques alternatives.

Cassel défend l'idée d'un web participatif. Il avance que les réseaux de communication mettent en scène « *une diversité culturelle et une multiplicité de messages à une échelle beaucoup plus large qu'aucune autre forme de l'espace public dans l'histoire [...]. Dans un monde marqué par la communication de masse individuelle* », ajoute-t-il, « *les mouvements sociaux et la rébellion (insurgent politics) ont la chance d'entrer dans l'espace public à partir de sources diverses* »<sup>(31)</sup>. Ainsi, contredit-il Evgeny Morozov qui considère que les usages contestataires d'Internet sont systématiquement mal interprétés et surévalués. Selon lui, le réseau des réseaux ne serait pas en mesure de structurer des mobilisations citoyennes, susceptibles d'étendre *réellement* la démocratie<sup>(32)</sup>.

L'intérêt croissant que portent les différents acteurs aujourd'hui aux potentialités du web témoigne de cette importance. La technique se transforme en un enjeu politique qui dépasse la simple maîtrise des supports de communication. Contrôler sa parole et son image sur le web

constitue une obligation pour Ennahdha dans un environnement hétérogène.

Les sites d'information et d'actualité en ligne, les lettres de diffusion, les blogs et les réseaux sociaux représentent autant de plateformes qui facilitent la circulation de l'information et le développement d'interactions souvent favorables à la construction d'une démocratie. Ces outils permettent à des intervenants démunis de ressources financières et de légitimité politique de participer à la vie de la cité. Ce registre d'activisme souvent dénié par l'organisation militante et les partis politiques est désormais adopté par les protagonistes de la vie politique tunisienne qui ont pris conscience de sa centralité.

M. Callon, P. Lascoumes et Y. Barthe évoquent – notamment à travers l'exemple des *forums hybrides* – des usagers profanes qui interviennent dans des débats traditionnellement réservés aux experts<sup>(33)</sup>. Ils définissent ainsi ces *experts profanes* « *comme des citoyens ordinaires qui se regroupent pour élaborer de nouvelles identités et les exprimer, délaissant leurs porte-parole usuels* »<sup>(34)</sup>.

Cependant, la visibilité de ces acteurs non-experts et la légitimité de leur parole dans le cadre de cette mise en réseau de savoirs locaux demeurent un problème. Fabien Granjon insiste en particulier sur la légitimité de leur parole. Cette dernière ne se limite pas nécessairement à l'identité ou au passé activiste dans un environnement caractérisé par l'usage fréquent de l'anonymat. Elle se construit aussi progressivement à travers la capacité des intervenants à organiser et à animer des débats pragmatiques qui font sens pour les internautes. Elle est étroitement liée à la crédibilité et elle définit la *grandeur* au sens de Boltanski et Thévenot<sup>(35)</sup>.

L'aptitude et la compétence à débattre reste ici une clé pour acquérir de la légitimité et de la crédibilité. Nous sommes dans une démarche qui associe délibération, participation, réflexion et discussion. L'argumentation se place au centre de cette procédure délibérative qui caractérise les échanges sur le net. Ce dernier engendre éventuellement un consensus collectif avec le risque de marginalisation des opinions minoritaires. Cependant, elle dégage souvent une opinion commune, sans pour autant atteindre un consensus entre les divers protagonistes.

Penser l'acteur dans ce contexte original de participation politique est lié aux outils offerts par Internet. La question des supports et outils contestataires prend place au centre même de cette réflexion sur la formation d'une sphère numérique complémentaire de l'espace public. Les listes de diffusion constituent également un important outil effectif d'interactions dans le cyberspace tunisien. Il n'est donc pas anodin qu'un site pionnier proche d'Ennahdha tel que Tunisnews privilégie cet instrument depuis la moitié des années quatre-vingt-dix. Le principe de la liste de diffusion apparaît assez simple : à partir du moment où l'utilisateur est abonné à une liste, il reçoit l'ensemble des messages postés par tous les autres abonnés sous forme de courrier électronique, ce qui évite de surfer pendant des heures pour chercher les informations. Les avantages matériels en termes de temps et d'argent apparaissent ainsi clairement.

En revanche, il est plus difficile d'exercer un contrôle sur les messageries de milliers d'abonnés dispersés à travers le monde. En effet, l'abonné est également un producteur d'informations. Émettre son opinion au cours d'une discussion qui serait diffusée aux autres abonnés se transforme en moyen de participation et de dialogue avec autrui. Une logique discursive s'instaure progressivement. De nouveaux outils ont par la suite été mis en place combinant la simplicité du courrier électronique et le potentiel d'organisation de l'information du web et des bases de données pour instaurer une dynamique coopérative et interactionnelle.

De plus, l'apparition du langage de script Php (*Hypertext Preprocessor*) permettant la conception de sites web, a marqué l'évolution dans les modalités du débat public. Les applications gratuites structurées comme un outil de travail collaboratif et évolutif selon les besoins des usagers ont contribué au développement des procédures de mise en ligne et au partage des contenus, notamment à travers des fonctions comme *copier / coller*. C'est pourquoi, la plupart des sites militants, institutionnels et associatifs tunisiens ont adopté progressivement ce type d'application<sup>(36)</sup>.

En outre, le forum électronique constitue une scène ouverte de délibération. Un processus de publicisation au sens habermassien du terme est sans conteste à l'œuvre dans ce contexte. Les échanges et

publications sont soumis au contrôle des participants eux-mêmes veillant à leur qualité. Ceci nous renvoie au principe d'autorégulation défendu par les protagonistes de la démocratie directe. Par ailleurs, soulignons que lettres de diffusion, forums, blogs et nouveaux réseaux sociaux tels que Facebook et *Twitter* ne visent pas nécessairement une participation à la vie politique mais plutôt le débat public. La dynamique délibérative de ces arènes est régulièrement militante et revendicatrice. Cependant, elle ne permet pas le plus souvent autre chose que des discours symboliques (opinions, avis). Ces éléments ont fait d'Internet un espace de délibérations depuis la chute du régime et sa libéralisation relative. La période électorale du mois d'octobre 2011 est particulièrement emblématique à cet égard. Des acteurs ont multiplié les manifestations sur la toile pour inciter les Tunisiens à aller voter.

Le 23 octobre 2011, des artistes se sont réunis pour élaborer une chanson à l'intention des jeunes et les exhorter à aller voter. Intitulée *Enti essout (c'est toi la voix)*, elle a été composée et interprétée par Armada Bizerta, Bendir Man, Badiia Bouhrizi, Nawel Ben Kraïem, Si-Lemhaf, et Yasser Jeradi. Puis, elle a été mise en ligne sur la page officielle Facebook d'*Enti essout*. Ce projet résulte d'une initiative du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) dans le cadre de son projet d'Appui au Processus Electoral en Tunisie. Philippa Neave, faisant partie du projet PNUD d'appui au processus électoral, et Laurence Toutou, orientée vers l'évolution de jeunes artistes ont dirigé cette initiative.

Mentionnons également la conférence de presse organisée par *Tunisia-Live* – premier site tunisien d'information de langue anglaise – en partenariat avec Google à l'occasion du lancement de *Tunisia Talks*, l'objectif étant de réaffirmer le rôle d'Internet pour se faire entendre des politiques.

En outre, Nchoof.org (*je regarde*) symbolise un autre cas de cette utilisation d'Internet comme garant du processus démocratique. Ce site se présente comme la nouvelle plate-forme pour la vérification citoyenne du processus électoral en ligne. Lancé par l'alliance citoyenne pour le contrôle des élections qui regroupe l'Association Sawty, l'association *Conscience politique* et l'association *Société de l'Internet en Tunisie* (ISOC Tunisie), il vise à garantir des élections transparentes et libres, comme l'indique Sofiane Chourabi journaliste,

blogueur, et fondateur de l'association *Conscience Politique*. De plus, il a invité les Tunisiens à publier leurs réclamations et remarques sur ce sujet pour déceler d'éventuels abus. Les photos, vidéos et commentaires ont été publiés sur le site après vérification, assure Moez Ben Salah de l'association Sawty.

Enfin, le dernier exemple de l'usage d'Internet pendant cette période de transition démocratique en Tunisie est la création de trois portails prônant le multipartisme Ikhtiar, Tunivote et Ajidoo, proposent, chacun de son côté, sa propre méthode afin de pouvoir comparer les programmes et objectifs des différents partis(37). Ces sites ont pour ambition d'aider les Tunisiens à faire leur choix parmi plus de 100 partis politiques en lice. Ils proposent tous de découvrir le parti qui correspond le mieux aux idéaux et aux attentes de chaque citoyen.

Le recours à Internet ne se limite pas à la période électorale. Des sites tels que *democratie-en-ligne.net*(38) ou *pétition en ligne.fr* se sont mobilisés pour l'instauration de la démocratie en Tunisie(39). Ils appellent à « aider la Tunisie » principalement sur le plan économique, notamment grâce au tourisme. On note que le thème de la démocratie revient régulièrement.

Certes, à travers ses potentialités, le web facilite l'organisation de mobilisations contestataires, mais son rôle se limite à n'être qu'un outil parmi d'autres. Evgeny Morozov, dans son livre *the net Delusion : The Dark Side of Internet* met l'accent sur les possibilités qu'offre Internet aux régimes autoritaires de la politisation des citoyens à la censure et à la propagande.

Notons, à titre d'exemple l'omniprésence d'Ennahdha sur le web tunisien pendant la période électorale. L'organisation d'une communauté partisane a permis au parti islamiste de contourner l'arrêté du 3 septembre 2011 qui réglementait la publicité électorale en stipulant : « *sont considérées comme moyens de cette campagne, les annonces électorales (affichage dans les espaces réservés à chaque parti ou liste, tracts et programmes électoraux)* ». Cependant, l'image du parti islamiste n'a pas été entachée par le dépassement du règlement des élections.

Rappelons par ailleurs une enquête en ligne effectuée par Tunisie Sondage du 1<sup>er</sup> au 10 avril 2012 sur les usages politiques de la toile. Au terme de celle-ci, 2580 Tunisiens de plus de 18 ans ont répondu à la question suivante : *Internet joue-t-il un rôle important dans la façon dont vous suivez la transition démocratique en Tunisie et lors des prochaines*

*élections* ? Il s'est avéré que 49,6 % ont répondu favorablement. En outre, l'enquête démontre que sur d'autres questions liées aux usages d'Internet, les Tunisiens le considèrent davantage comme moyen de recherche d'informations (45 %) et de débat politique (64 %) plutôt que comme un outil de mobilisation sociopolitique (19 %)<sup>(40)</sup>. Une hybridation des médias classiques et numériques reste à l'œuvre pour remplir les fonctions dont Internet ne peut se prévaloir seul<sup>(41)</sup>.

Internet et plus spécifiquement les réseaux sociaux restent davantage un moyen de communication, d'information et de propagande qu'un outil de démocratisation. Certes, ils peuvent faciliter une participation à la chose publique. Néanmoins, dans une société tunisienne – dite apolitique –, l'usage du web se limite le plus souvent à remplir des fonctions telles que l'information, la communication et le divertissement.

## Conclusion

Notre analyse aspire à mettre l'accent sur les pratiques numériques d'Ennahdha dans le contexte révolutionnaire tunisien. Ce parti politique, dont le savoir militant était décisif, a pris progressivement une place centrale dans les négociations identitaires renforcées par les réseaux sociaux. Par ailleurs, il a profité des interactions dans la toile qui reflètent souvent des liens déjà préexistants dans la société tunisienne. L'existence de multiples types d'acteurs actifs dans cette sphère démontrent aussi bien la richesse de cette communauté que l'évolution constante de ses revendications.

Porter le regard sur la fluctuation des motifs et des modes d'action demeure central pour souligner la pluralité des trajectoires qui ont mené des individus et des groupes à s'engager contre le pouvoir. La compréhension du rôle de certains intervenants à travers les réseaux sociaux dans le soulèvement tunisien passe par une étude de leur perceptions et relations de vie souvent peu visible. Cette approche nous évite de réduire la révolution tunisienne à l'effervescence révolutionnaire dressant ainsi un portrait incomplet et largement déterministe de la contestation populaire. L'intérêt porté à l'expérience révolutionnaire des individus qui s'inscrit dans des dimensions structurelles de la mobilisation, son organisation et ses stratégies met l'accent sur la multidimensionnalité de l'événement et rend compte d'une *épaisseur sociale et temporelle*<sup>(1)</sup>.

Nous avons constaté que l'activité en ligne s'est progressivement élargie à de nouvelles catégories et à de nouveaux domaines. Il s'agissait alors d'une expérimentation d'une nouvelle forme de débat public et d'activisme<sup>(2)</sup>. Le décloisonnement de ce cyberspace citoyen représente un exemple de cette évolution. Les webactivistes, jusque-là réduits à demeurer relativement isolés des autres composantes de l'espace public tunisien, ont occupé davantage cet espace. Citons les blogueurs régulièrement interviewés dans la presse tunisienne et invités sur les plateaux de télévision. De plus, conscients de l'importance de l'interaction directe avec les responsables de la vie politique, ces internautes sont aujourd'hui amenés à entretenir des liens concrets avec eux. Des associations de blogueurs et autres restent également en construction.

Désormais, avec cette ouverture relative sous le gouvernement islamiste, les médias traditionnels viennent compléter les fonctions d'Internet comme outil mais également une arène de dialogue et d'expression indispensable pour la poursuite du processus démocratique.

À côté de ces constats positifs se pose plusieurs difficultés. L'inflation du débat politique et des données contribue à l'instauration d'un

environnement plein de doutes et de rumeurs dans les réseaux sociaux. Une multiplication importante de nouveaux webactivistes et *groupes* Facebook contribue à ce *chaos*. Le potentiel démocratique d'Internet (facilité d'expression et de discussion, anonymat, accès à l'information, etc.) devient parfois une faiblesse. De plus, des lignes rouges et des dispositions à l'autocensure persistent chez les professionnels des médias et les internautes tunisiens. La fonction de collecteurs et de filtres d'informations s'avère par conséquent primordiale pour surmonter ces obstacles.

### **Notes Conclusion:**

1. Amin Allal, « Trajectoires « révolutionnaires » en Tunisie. Processus de radicalisation politique 2007-2011 », *Revue française de science politique*, 62 (5), 2012, pp. 821-841.
2. Lecomte, « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora », *op. cit.*, p. 30.

## Notes

1. Habermas, *op. cit.*, p. 54.
2. Camau, Geisser, *op. cit.*, p. 264.
3. Francisation de *netizen*, *netoyen* est un mot hybride (net et citoyen) désignant une personne s'exprimant sur la chose publique par le biais d'Internet.
4. Romain Lecomte, « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora », *tic&société*, 3 (12), 2009, p. 12.
5. Consulté le 05/01/ 2012 sur : <http://www.reveiltunisien.org/-spip.php?article36>.
6. Céline Braun. « A quoi servent les partis tunisiens ? Sens et contre-sens d'une 'libéralisation politique' », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 111-112 (2), 2006, pp. 54-55.
7. Nancy Fraser, Axel Honneth, *Redistribution or Recognition : A Political-Philosophical Exchange*, London, Verso, 2003, pp. 18-22.
8. Précisons que, comme Nancy Fraser le note elle-même, Jürgen Habermas a par la suite revu sa conception de la sphère publique, parlant désormais d'une pluralité d'*espaces publics partiels* à la fois distincts et entrelacés, cf. Habermas, *op. cit.*, pp. 161-191.
9. Habermas, *op. cit.*, p. 38.
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*, p. 40.
12. Poster Mark, « Cyberdemocracy : Internet and the Public Sphere », in : David Porter, *Internet Culture*, New York and London, Routledge, 1997, p. 212.
13. *Ibid.*, p. 209.
14. Felski Rita, *Beyond Feminist Aesthetics : Feminist Literature and Social Change*, Cambridge, Harvard University Press, 1989, pp. 168-169.
15. Toby Huff, « Internet and the Public Sphere: Technologies of Control or Liberation and Developpement », *Hibridity Journal of Cultures*, (1), 2000, p. 5.
16. Mihoub-Dramé, *op. cit.*, p. 279.
17. Fraser, *op. cit.*, p. 111.
18. *Ibid.*, p. 119.
19. *Ibid.*, p. 120.
20. Lecomte, *op. cit.*, p. 16.
21. Peter Dahlgren, *Cyberprotest : New Media, Citizens and Social Movements*, New York and London, Routledge, 2004. p. 174.

22. Arlette Farge, *Vivre dans les rues de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1979, p. 289.
23. Le peuple, au XVIII<sup>e</sup> siècle a *un avis sur tout* et l'exprime constamment, que ce soit de manière écrite, iconique ou orale.
24. Farge, *op. cit.*, p. 45.
25. Arlette Farge, *Dire et mal dire, l'opinion publique au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1992, p. 97.
26. Consulté le 02/12/2011 sur : <http://nawaat.org/portail/2007/05/25/Internet-et-espace-public-le-cyberactivisme-tunisien/>
27. *Ibid.*, p. 270.
28. Pierre Lévy, *L'intelligence collective : pour une anthropologie du cyberspace*, Paris, La découverte, 1997, p. 28.
29. *Ibid.*
30. Cet habitus arabo-musulman est observable à travers les discussions à voix haute associées à une gestuelle.
31. Manuel Castells, *Communication Power*, New York, Oxford University Press, 2009, p. 15.
32. Fabien Granjon, « Le web fait-il les révolutions ? », *Sciences humaines*, 9 (229), 2011, p. 13.
33. Colloque « Les mobilisations altermondialistes », Paris, 3-5 décembre 2003. Consulté le 13/02/2012 sur : <http://www.afsp.msh-paris.fr/active/groupe/germm/progcoll031203.html>
34. Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001, p. 59.
35. Luc Boltanski, Laurent Thevenot, *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991, pp. 26-30.
36. Le logiciel Glasnost est l'un des exemples les plus utilisés dans le cadre de la *e-démocratie* dans le monde.
37. Consulté le 05/11/2011 sur : <http://observatoire-medias-tunisiens.centerblog.net/1383-3-sites-web-pour-choisir-son-parti>
38. Consulté le 13/01/2012 sur : <http://www.democratie-en-ligne.net/>
39. Consulté le 27/12/2011 sur : <http://www.petitionenligne.fr/petition/pour-linstauration-de-la-democratie-en-tunisie/958>
40. Ainsi, *un pouvoir démocratisant* d'Internet est relativisé par l'échantillon de recherche, consulté le 16/06/2012 sur : <http://fr.slideshare.net/tbcpart/-rapport-de-lenquete-usage-politique-dInternet>
41. Dominique Cardon, « Ressources et limites des nouvelles formes d'engagements », in : *Internet, nouvel espace démocratique*, consulté le 08/12/2012 sur : <http://www.laligue.org/wp-content/uploads/2012/06/-Dossier-InternetBR.pdf>

## **Bibliographie**

### **Monde arabe**

#### **Ouvrages:**

1. Burgat François, *L'Islamisme au Maghreb : la voix du Sud*, Paris, Karthala, 1988.
2. Charillon Frédéric, Dieckhoff Alain (Éds.), *Afrique du Nord, Moyen-Orient: révolutions civiques, bouleversements politiques, ruptures stratégiques*, Paris, La Documentation française, 2011.
3. Fillieule Olivier, Bennani-Chraïbi Mounia (Éds.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Science Po « Académique », 2003.
4. Gonzalez-Quijano Yves, Guaaybess Tourya (Éds.), *Les Arabes parlent aux Arabes : la révolution de l'information dans le monde arabe*, Arles, Sindbad, 2009.
5. Hibou Béatrice, *La Force de l'obéissance : économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006.
6. Roy Olivier, *L'Échec de l'Islam politique*, Paris, Seuil, 1992.
7. Touraine Alain, *Le Retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984.

#### **Périodiques**

8. Badie Bertrand, « Printemps arabe : un commencement », *Études*, 415 (7), 2011, pp. 7-18.
9. Bensaâd Ali, « Maghreb, une mondialisation subalterne », *Méditerranée*, (116), 2011, pp. 3-8.
10. Chérif Ferjani Mohamed, « Inspiration et perspectives de la révolution tunisienne », *Confluences Méditerranée*, 77 (2), 2011, pp. 13-28.
11. Dakhli Leyla, « Une lecture de la révolution tunisienne », *Le Mouvement Social*, 236 (3), 2011, pp. 89-103.
12. Gonzalez-Quijano Yves, « La révolution de l'information arabe aura-t-elle lieu ? », *Politique étrangère*, (67), 2002, pp. 135-148.

#### **Internet et médias**

##### **Ouvrages**

1. Mihoub-Dramé Samia, *Internet dans le monde arabe : complexité d'une adoption*, Paris, L'Harmattan, 2005.
2. Mohsen-Finan Khadija (Éd.), *Les Médias en Méditerranée. Nouveaux médias, monde arabe et relations internationales*, Aix-en-Provence, Actes Sud, 2009.
3. Morozov Evgeny, *The Net Delusion: the Dark Side of Internet Freedom*, New York, PublicAffairs, 2011.

## **Périodiques**

1. Faris David M., « La révolte en réseau : le " printemps arabe " et les médias sociaux », *Politique étrangère*, (1), 2012. pp. 99-109.
2. Granjon Fabien, « Les militants-internautes : passeurs, filtreurs et interprètes », in *Communication*, Université Laval-Québec, 22 (1), 2002, disponible sur : <http://multitudes.samizdat.net/Les-militants-internautes-passeurs>
3. Kuebler Johanne, « Les révolutions arabes et le web 2.0: Tunisie et Egypte », *Revue Averroès*, (4-5), 2011, pp. 1-14
4. Lecomte Romain, « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora », *TIC et société*, 3 (1-2), 2009, pp. 199-229.
5. Lecomte Romain, « L'anonymat comme art de résistance. Le cas du cyberspace tunisien », *Terminal*, (105), 2010, pp. 55-68.
6. Najar Sihem, « Les pratiques sociales de l'Internet et les transformations des identités et des liens sociaux au Maghreb », *Méditerranée*, (116), 2011, pp. 49-57.
7. Touati Kamel, « Appropriation des technologies de l'information et de la communication par les pays arabes: difficultés d'adoption ou sources de développement? », *Mondes en développement*, 151(3), 2010, pp. 113-126.

## **Mobilisation sociale et action collective**

### **Ouvrages**

1. Fillieule Olivier, Agrikolianskykky Éric, Sommier Isabelle (Éds.), *Penser les mouvements sociaux : conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010.
2. Habermas Jürgen, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot. 1962.
3. Tarrow Sydney, *Power in Movement: Social Movement, Collectif Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

### **Périodiques**

1. Fraser Nancy, « Repenser la sphère publiques : une contribution à la critiques de la démocratie telle qu'elle existe réellement », *Hermès*, (31), 2001, pp. 125-156.
2. Freud Sigmund, « Psychologie collective et analyse du moi », dans *Essais de psychanalyse*, consulté le 16/08/2012 sur : <http://grumlidesforets.free.fr/>